

25 Mars 2009

Social. Etudiants et enseignants-chercheurs de la faculté ont fait un sit-in devant la mairie pour obtenir un rendez-vous avec Hubert Falco. La grève est reconduite jusqu'au 31 mars.

Colère universitaire sur le pavé de Toulon

Les étudiants, enseignants-chercheurs et personnels BIATOSS de l'université de Toulon n'en démordent pas : ils veulent l'abrogation totale de la loi LRU (loi relative aux libertés et responsabilités des universités). Le temps n'a d'ailleurs, pour l'instant, pas eu raison du mouvement qui achève son deuxième mois de grève en prenant depuis peu un virage plus radical.

Hier après-midi, la communauté universitaire de la rade a donc renouvelé une de ses actions « coup de poing » destinée à attirer l'attention de l'opinion publique et des médias. Les manifestants, environ une centaine, ont exécuté un sit-in devant l'Hôtel de Ville de Toulon pour obtenir un entretien avec le maire et secrétaire d'état à l'aménagement du territoire Hubert Falco. Les grévistes sont restés assis sur le bitume de l'avenue de la République durant une bonne heure et demi. Ces derniers ont finalement obtenu gain de cause vers 16h30 : le rendez-vous sera fixé au vendredi matin à 8h30, peu avant le conseil municipal du jour.

Nouvelle mobilisation prévue pour demain

« Falco fait la sourde oreille depuis deux mois, il était temps qu'il nous reçoive », commente l'un des organisateurs de cette opération. « Cet entretien nous permettra de lui exposer nos revendications et surtout d'interpeller un élu membre du gouvernement », explique le gréviste, ajoutant : « Il ne faut pas beaucoup de grains de sable pour enrayer l'engrenage, surtout s'ils sont bien placés ». Faisant allusion bien sûr aux nombreuses actions menées hier dans toutes la France contre les réformes Péresse.

Par ailleurs, une assemblée générale, qui s'est tenue vers 12h avant le sit-in sur le campus de La Garde, a voté la poursuite de la grève jusqu'au 31 mars. Les participants ont aussi appelé à « l'intensification du mouvement ». Dans ce cadre des actions dite « RPG » (Rectorats, péages, gares) sont désormais prévus chaque semaine, les mercredis, jeudis et vendredis.

Ces opérations, diverses et variées, consisteront en des distributions de tracts, des ouvertures de barrières et passages gratuits au niveau des péages autoroutiers, et des cours dans des grandes surfaces dans le but d'élargir le mouvement à d'autres secteurs professionnels.

Pour l'agenda de ces prochains jours : une manifestation est envisagée pour demain sur l'aire toulonnaise, et jeudi en sept, le campus de La Garde devrait être bloqué totalement.

P.MACHINOT



Etudiants et enseignants, ici devant l'Hôtel de Ville de Toulon, restent plus que jamais mobilisés.

Les instances universitaires de Toulon-La Garde votent une nouvelle motion contre la loi « libertés et responsabilités »

Commentaire

Huit semaines déjà. Jour après jour, la colère dans les rangs du monde universitaire ne faiblit pas. Bien au contraire. Alors que d'autres campus sont plus connus pour leur mobilisation dans des conflits sociaux, l'institution varoise continue aussi à tenir la dragée haute au gouvernement et à sa ministre de tutelle, Valérie Pécresse. Aidée par un Darcos qui recule sur la mastérisation de la formation des enseignants, les tentatives de désamorçage de la candidate UMP au régionales de 2010 restent vaines. La reformulation de ses textes sans effet. L'indignation du monde universitaire, sûr de ses revendications, est bien trop grande, plus tenté par la

radicalisation du mouvement que de faire des concessions dont le prix serait trop lourd à payer.

De son côté, le conseil d'administration, le conseil scientifique et le conseil des études et de la vie universitaire de l'Université de Toulon-La Garde, réunis en congrès sous la présidence de Laroussi Oueslati, viennent de réitérer leur opposition à la loi LRU (libertés et responsabilités des universités) dénonçant ses « méfaits » dans une motion votée lundi.

« Les trois conseils représentant la communauté universitaire jugent inacceptables les réformes prises sans concertation et qui sont attentatoires aux droits légitimes des étudiants, des enseignants et des personnels administratifs et

techniques ».

Ils désapprouvent « la politique universitaire générale résultant de la loi LRU et de ses décrets d'application qui visent, à terme, la concentration des moyens au bénéfice de quelques grandes universités ». Alors que la colère n'a pas été prise en compte, ils protestent « contre des réformes prises en application de la loi qui défavorisent des universités comme [Toulon] rendant leur avenir particulièrement incertain », au profit de grands pôles, « sans tenir compte du droit de chacun à l'enseignement supérieur ». Ils s'insurgent « contre la baisse des dotations des universités de taille humaine sans que l'intérêt social des

étudiants soit jamais pris en compte ». Ils demandent aussi « des moyens à la hauteur des enjeux nationaux permettant le maintien du cadrage national des diplômes, notamment ceux des IUT ». Enfin ils refusent que « la mise en œuvre de la loi LRU, par la réforme du statut des enseignants-chercheurs, par la réforme de la formation et des recrutements des enseignants, par la mise en œuvre de nouvelles règles budgétaires, mette en danger les principes du service public universitaire et les acquis sociaux qui ont fait la tradition de notre pays ». Les trois conseils exigent l'adoption d'un plan pluriannuel de création d'emplois statutaires ainsi que l'augmentation des moyens financiers alloués.

G.ST.V.